

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203553]

24 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et de l'Oise (planches 1/52, 2/52, 3/52, 5/52, 6/52, 7/52, 8/52, 9/52, 10/52, 11/52, 12/52, 16/52, 17/52, 18/52, 19/52, 23/52, 24/52, 29/52, 30/52, 32/52, 34/52, 46/52, 49/52 et 50/52) et exemptant les modifications proposées d'une évaluation des incidences sur l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu les plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et de l'Oise approuvés par le Gouvernement wallon en date du 29 juin 2006 et publiés au *Moniteur belge* du 15 septembre 2006;

Considérant les demandes de modification du PASH de la Meuse amont et de l'Oise antérieures à l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 modifiant le Code de l'Eau;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre la procédure de révision du PASH de la Meuse amont et l'Oise selon les dispositions du Code de l'Eau antérieures à l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 modifiant le Code de l'Eau;

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu que la S.P.G.E. procède au regroupement de toutes les demandes reçues durant la période écoulée depuis l'approbation du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise de manière à réaliser un seul avant-projet de modification par plan d'assainissement de sous-bassin hydrographique en application de l'article R.288 du Code de l'Eau;

Considérant que la S.P.G.E. a reçu 50 demandes conformes envoyées par les organismes d'assainissement agréés et/ou les communes;

Considérant que les demandes ont trait à tout changement de régime d'assainissement et portent plus particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif de la rue Su-l'Try à Sommière sur le territoire communal d'Onhaye (modification n° 07.01);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Maizeret sur le territoire communal d'Andenne (modification n° 07.02);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la route de Route de Floreffe et le collège de Burnot sur le territoire communal de Profondeville (modification n° 07.03);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le hameau de Wartet à Marche-les-Dames sur le territoire communal de Namur et Andenne (modification n° 07.04);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le quartier de Tienne Saint-Martin sur le territoire communal de Gesves (modification n° 07.05);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour « La Marlagne » à Wépion sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.06);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome d'une partie du village de Petite Chapelle sur le territoire communal de Couvin (modification n° 07.07);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour l'extrémité de la rue Saint-Martin à Emynes sur le territoire communal de La Bruyère (modification n° 07.08);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour une partie de la rue Joseph Misson à Lesve sur le territoire communal de Profondeville (modification n° 07.09);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour les habitations situées au sud de la rue du Pont Cajot à Neffe sur le territoire communal de Dinant (modification n° 07.10);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Lompret sur le territoire communal de Chimay (modification n° 07.11);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de l'Escaillières sur le territoire communal de Chimay (modification n° 07.12);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Seloignes sur le territoire communal de Momignies (modification n° 07.13);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue Magimpré à Florée sur le territoire communal d'Assesse (modification n° 07.14);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers les régimes d'assainissement collectif pour la majeure partie du village de Sorinnes-la-Longue sur le territoire communal d'Assesse (modification n° 07.15);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue F. Bourgeois à Suarlée sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.16);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue du Jauvial à Evrehailles sur le territoire communal d'Yvoir (modification n° 07.17);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour Tricointe à Dorinne sur le territoire communal d'Yvoir (modification n° 07.18);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour Velaine à Jambes sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.19);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Malvoisin sur le territoire communal de Gedinne (modification n° 07.20);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le quartier « Tienne d'Hubaille » sur le territoire communal de Dinant (modification n° 07.21). Cette modification se retrouve également dans le projet de modification du PASH de la Lesse (modification n° 06.20);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la localité « Le Hameau » sur le territoire communal d'Assesse (modification n° 07.22);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour les rues de la Grotte, Moriame et des Trois Marronniers à Suarlée sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.23);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le Clos de la Cense à Erpent sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.24);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue de Mologna à Erpent sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.25);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome de l'Avenue des Vieux Murs sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.27);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie de la rue des Rochettes à Naninne sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.28);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour les Fonds de Lustin sur le territoire communal de Profondeville (modification n° 07.29);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue du Chêne sur le territoire communal de Ciney (modification n° 07.30);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Thynes et vers le régime autonome pour le village de Grogneau sur le territoire communal de Dinant (modification n° 07.31);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Loyers sur le territoire communal de Dinant (modification n° 07.32);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village d'Awagne sur le territoire communal de Dinant (modification n° 07.33);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour deux habitations sur le territoire communal d'Hastière (modification n° 07.34);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour plusieurs habitations sur le territoire communal de Ciney et Yvoir (modification n° 07.35);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village d'Achène sur le territoire communal de Ciney (modification n° 07.36);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Lesve sur le territoire communal de Profondeville (modification n° 07.37);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Foy-Notre-Dame sur le territoire communal de Dinant (modification n° 07.38);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour deux habitations sur le territoire communal de Ciney et Hamois (modification n° 07.39);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le quartier de Meez à Bouvignes sur le territoire communal de Dinant (modification n° 07.40);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie de la rue Covis à Lustin sur le territoire communal de Profondeville (modification n° 07.41);
- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue Raurais et l'ancien camping à Suarlée sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.42);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour Les Fonds de Dave sur le territoire communal de Namur (modification n° 07.43);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Feschaux sur le territoire communal de Beauraing (modification n° 07.44);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif et autonome pour le village de Gochenée sur le territoire communal de Doische (modification n° 07.45);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le village de Vodelée sur le territoire communal de Doische (modification n° 07.46);
- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour le village de Goyet sur le territoire communal de Gesves (modification n° 07.47);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour trois habitations sur le territoire communal d'Yvoir (modification n° 07.48);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour sept habitations et le crématorium sur le territoire communal de Ciney (modification n° 07.49);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le quartier de « Petite-Suisse » sur le territoire communal de Philippeville (modification n° 07.50);
- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la partie nord du zoning industriel de Lienne sis Avenue de Namur sur le territoire communal de Ciney (modification n° 07.51);

Considérant que ces demandes sont accompagnées d'une étude réalisée par l'organisme d'assainissement agréé compétent comprenant un relevé des canalisations existantes, une estimation de la densité du bâti, une analyse de la situation topographique de la zone et une analyse financière, que cette étude permet d'objectiver le mode d'assainissement à préconiser;

Considérant que la S.P.G.E. remet un avis favorable sur les 50 demandes qui lui sont adressées;

Considérant que la réalisation des modifications périodiques intègre également les ajustements nécessaires du plan en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, que ces ajustements sont décrits dans le rapport visé en annexe I;

EXEMPTION DE L'ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Vu la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement pour l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise adressée par la S.P.G.E. au Gouvernement wallon en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Considérant que l'analyse de la S.P.G.E. conclut que l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise détermine l'utilisation de petites zones au niveau local et constitue des modifications mineures, notamment au regard de la population et des rejets d'eaux résiduaires concernés par l'avant-projet de modification tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I;

Considérant par ailleurs que la S.P.G.E. estime que cet avant-projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement; que sa demande est justifiée par rapport aux critères permettant de déterminer l'ampleur probable des incidences visés à l'article D.54 du Code de l'Environnement, tels qu'analysés dans le rapport visé à l'annexe I;

Considérant que l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau stipule que le Gouvernement, s'il décide d'accorder l'exemption, approuve simultanément l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique et mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement;

Considérant que, dans ce contexte et préalablement à l'adoption de l'avant-projet de plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise, il y a lieu de consulter le CWEDD et les communes concernées sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu la demande d'avis sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement sur l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise adressée le 18 janvier 2017 au CWEDD et aux communes concernées en application de l'article D.53 du Code de l'Environnement;

Vu l'article D.53 du Code de l'Environnement qui stipule que les avis sont transmis dans les trente jours de la demande du Gouvernement, soit pour le 17 février 2017 au plus tard; que passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Considérant le courrier du CWEDD transmis en date du 6 février 2017 dans lequel il ne prend pas position sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement, qu'en l'absence d'avis, son avis est réputé favorable;

Considérant les avis favorables sur la demande d'exemption de l'évaluation des incidences sur l'environnement transmis dans les délais par les autorités communales d'Andenne, Assesse, Beauraing, Couvin, Dinant, Gesves, La Bruyère, Momignies et Onhaye;

Considérant l'absence d'avis des autorités communales de Chimay, Ciney, Doische, Gedinne, Hamois, Hastière, Namur, Philippeville, Profondeville et Yvoir au terme du délai prévu, que leur avis est dès lors réputé favorable;

Considérant que les modifications mentionnées dans l'avant-projet modificatif du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise peuvent dès lors être exemptées d'une évaluation des incidences prévue par les articles D.52 à D.61 du livre I^{er} du Code de l'environnement;

Vu le rapport relatif à l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise visé à l'annexe I;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise visé à l'annexe I.

Art. 2. Le Gouvernement décide d'exempter les modifications mentionnées à l'avant-projet repris à l'article premier d'une évaluation des incidences sur l'environnement pour les raisons spécifiées dans le rapport visé à l'annexe I.

Art. 3. Le Gouvernement charge la S.P.G.E. de soumettre, dans les trente jours, le projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré, les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie, puis de lui représenter ensuite pour adoption.

Art. 4. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité
et des Transports et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe I. — Avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise

L'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Meuse amont et l'Oise est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH reprenant les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport mentionne les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter les modifications de l'avant-projet d'une évaluation des incidences sur l'environnement. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, avenue de Stassart 14-16, à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique "Assainissement"; Sous-rubrique "Plans d'assainissement (PASH)").

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/203553]

24. MAI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise (Karten 1/52, 2/52, 3/52, 5/52, 6/52, 7/52, 8/52, 9/52, 10/52, 11/52, 12/52, 16/52, 17/52, 18/52, 19/52, 23/52, 24/52, 29/52, 30/52, 32/52, 34/52, 46/52, 49/52 und 50/52) und zur Befreiung der vorgeschlagenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.216 bis D.218 und Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise, von der Wallonischen Regierung am 29. Juni 2006 genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* vom 15. September 2006 veröffentlicht;

In Erwägung der Anträge auf Abänderung des SpZeg der Maas stromaufwärts und der Oise, die vor dem Inkrafttreten am 1. Januar 2017 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Wassergesetzbuches gestellt worden sind;

In der Erwägung, dass das Verfahren zur Revision des SpZeg der Maas stromaufwärts und der Oise gemäß den Bestimmungen des Wassergesetzbuches fortzuführen ist, die vor dem Inkrafttreten am 1. Januar 2017 des Erlasses vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Wassergesetzbuches gültig waren;

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

In der Erwägung, dass die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de Gestion de l'Eau") ("S.P.G.E.") alle während der abgelaufenen Periode seit der Genehmigung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise eingegangenen Anträge derart einsammelt, dass ein einziger Abänderungsvorentwurf pro Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet in Anwendung des Artikels R.288 des Wassergesetzbuches ausgearbeitet werden kann;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." 50 von den zugelassenen Sanierungseinrichtungen und/oder den Gemeinden eingesandte Anträge erhalten hat, die den Auflagen genügen;

In der Erwägung, dass die Anträge mit allen möglichen Änderungen des Sanierungsverfahrens in Zusammenhang stehen und sich insbesondere auf Folgendes beziehen:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren der Rue Su-l'Try in Sommière auf dem Gebiet der Gemeinde Onhaye (Abänderung Nr. 07.01);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Maizeret auf dem Gebiet der Gemeinde Andenne (Abänderung Nr. 07.02);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Route de Floreffe und die Schule von Burnot auf dem Gebiet der Gemeinde Profondeville (Abänderung Nr. 07.03);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für den Weiler Wartet in Marche-les-Dames auf dem Gebiet der Gemeinde Namur und Andenne (Abänderung Nr. 07.04);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Viertel Tienne Saint-Martin auf dem Gebiet der Gemeinde Gesves (Abänderung Nr. 07.05);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für "La Marlagne" in Wépion auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.06);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil des Dorfes "Petite Chapelle" auf dem Gebiet der Gemeinde Couvin (Abänderung Nr. 07.07);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Ende der Rue Saint-Martin in Emines auf dem Gebiet der Gemeinde La Bruyère (Abänderung Nr. 07.08);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil der Rue Joseph Misson in Lesve auf dem Gebiet der Gemeinde Profondeville (Abänderung Nr. 07.09);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die südlich der Rue du Pont Cajot in Neffe gelegenen Wohnhäuser auf dem Gebiet der Gemeinde Dinant (Abänderung Nr.07.10);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Lomporet auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Abänderung Nr. 07.11);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Escaillières auf dem Gebiet der Gemeinde Chimay (Abänderung Nr. 07.12);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Seloignes auf dem Gebiet der Gemeinde Momignies (Abänderung Nr. 07.13);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Rue Magimpré in Florée auf dem Gebiet der Gemeinde Assesse (Abänderung Nr. 07.14);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Hauptteil des Dorfes Sorinnes-la-Longue auf dem Gebiet der Gemeinde Assesse (Abänderung Nr. 07.15);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Rue F. Bourgeois in Suarlée auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.16);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Rue du Jauviat in Evrehailles auf dem Gebiet der Gemeinde Yvoir (Abänderung Nr. 07.17);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für Tricointe in Dorinne auf dem Gebiet der Gemeinde Yvoir (Abänderung Nr. 07.18);

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für Velaine in Jambes auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.19);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Malvoisin auf dem Gebiet der Gemeinde Gedinne (Abänderung Nr. 07.20);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Viertel "Tienne Hubaille" auf dem Gebiet der Gemeinde Dinant (Abänderung Nr. 07.21). Diese Abänderung befindet sich ebenfalls im Entwurf zur Abänderung des SpZeg der Lesse (Abänderung Nr. 06.20);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Ortschaft "Le Hameau" auf dem Gebiet der Gemeinde Assesse (Abänderung Nr. 07.22);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die Rue de la Grotte, die Rue Moriame und die Rue des Trois Marronniers in Suarlée auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.23);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für "le Clos de la Cense" in Erpent auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.24);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Rue de Mologna in Erpent auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.25);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Avenue des Vieux Murs auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.27);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil der Rue des Rochettes in Naninne auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.28);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für "les Fonds de Lustin" auf dem Gebiet der Gemeinde Profondeville (Abänderung Nr. 07.29);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Rue du Chêne auf dem Gebiet der Gemeinde Ciney (Abänderung Nr. 07.30);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Thynes und zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Grogneau auf dem Gebiet der Gemeinde Dinant (Abänderung Nr. 07.31);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Loyers auf dem Gebiet der Gemeinde Dinant (Abänderung Nr. 07.32);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Awagne auf dem Gebiet der Gemeinde Dinant (Abänderung Nr. 07.33);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für zwei Wohnhäuser auf dem Gebiet der Gemeinde Hastière (Abänderung Nr. 07.34);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für mehrere Wohnhäuser auf dem Gebiet der Gemeinden Ciney und Yvoir (Abänderung Nr. 07.35);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Achène auf dem Gebiet der Gemeinde Ciney (Abänderung Nr.07.36);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Lesve auf dem Gebiet der Gemeinde Profondeville (Abänderung Nr. 07.37);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Foy-Notre-Dame auf dem Gebiet der Gemeinde Dinant (Abänderung Nr. 07.38);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für zwei Wohnhäuser auf dem Gebiet der Gemeinden Ciney und Hamois (Abänderung Nr. 07.39);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Viertel Meez auf dem Gebiet der Gemeinde Dinant (Abänderung Nr. 07.40);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil der Rue Covis in Lustin auf dem Gebiet der Gemeinde Profondeville (Abänderung Nr. 07.41);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die Rue Raurais und den ehemaligen Campingplatz in Suarlée auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.42);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für "Les Fonds de Dave" auf dem Gebiet der Gemeinde Namur (Abänderung Nr. 07.43);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Feschoux auf dem Gebiet der Gemeinde Beauraing (Abänderung Nr.07.44);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven und autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Gochenée auf dem Gebiet der Gemeinde Doische (Abänderung Nr.07.45);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Dorf Vodelée auf dem Gebiet der Gemeinde Doische (Abänderung Nr.07.46);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das Dorf Goyet auf dem Gebiet der Gemeinde Gesves (Abänderung Nr.07.47);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für drei Wohnhäuser auf dem Gebiet der Gemeinde Yvoir (Abänderung Nr. 07.48);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für sieben Wohnhäuser und das Krematorium auf dem Gebiet der Gemeinde Ciney (Abänderung Nr. 07.49);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das Viertel "Petite-Suisse" auf dem Gebiet der Gemeinde Philippeville (Abänderung Nr. 07.50);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den nördlichen Teil des Industriegebiets von Lienne gelegen Avenue de Namur auf dem Gebiet der Gemeinde Ciney (Abänderung Nr. 07.51);

In der Erwägung, dass diesen Anträgen eine von der zuständigen zugelassenen Sanierungseinrichtung durchgeführte, ein Verzeichnis der bestehenden Kanalisationen, eine Einschätzung der Dichte der Bausubstanz, eine Analyse der topographischen Lage des Gebiets und eine finanzielle Analyse enthaltende Prüfung beigefügt wurde; dass diese Prüfung es ermöglicht, die zu empfehlende Sanierungsart zu objektivieren;

In der Erwägung, dass die "S.P.G.E." eine günstige Stellungnahme über die 50, an sie gerichteten Anträge abgibt;

In der Erwägung, dass die Durchführung der regelmäßigen Abänderungen ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze, innerhalb des Umkreises des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet mit einschließt, dass diese Angleichungen in dem in Anhang I erwähnten Bericht beschrieben werden;

BEFREIUNG VON EINER BEWERTUNG DER UMWELTVERTRÄGLICHKEIT

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches von der "S.P.G.E." an die Wallonische Regierung gerichteten Antrags auf Befreiung von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit für den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise;

In der Erwägung, dass aus der Analyse der "S.P.G.E." die Schlussfolgerung gezogen wird, dass der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise die Benutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene festlegt und geringfügige Abänderungen darstellt, insbesondere in Anbetracht der von dem Abänderungsvorentwurf betroffenen Bevölkerung und Abwasserableitungen, so wie sie in dem in Anhang I genannten Bericht analysiert werden;

In der Erwägung außerdem, dass die "S.P.G.E." der Ansicht ist, dass dieser Vorentwurf keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben müsste; dass ihr Antrag im Verhältnis zu den in dem in Anhang I genannten Bericht analysierten Kriterien gerechtfertigt ist, durch die das vermutliche Ausmaß der in Artikel D.54 des Umweltgesetzbuches bestimmt werden kann;

In der Erwägung, dass in Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches bestimmt wird, dass die Regierung im Falle eines Beschlusses ihrerseits, die Befreiung zu gewähren, gleichzeitig den Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet genehmigt und die Gründe angibt, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass in diesem Zusammenhang und vor der Verabschiedung des Vorentwurfs des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise der Anlass besteht, den Wallonischen Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung ("Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable" - "CWEDD") und die betroffenen Gemeinden bezüglich des Antrags auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit zu Rate zu ziehen;

Aufgrund des in Anwendung des Artikels D.53 des Umweltgesetzbuches am 18. Januar 2017 an den "CWEDD" und die betroffenen Gemeinden gerichteten Antrags auf eine Stellungnahme über den Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise;

In der Erwägung, dass die Stellungnahmen gemäß Artikel D.53 des Umweltgesetzbuches innerhalb von dreißig Tagen ab dem Antrag der Regierung, das heißt spätestens bis zum 17. Februar 2017 übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Stellungnahmen als günstig;

Aufgrund des am 6. Februar 2017 übermittelten Schreibens des "CWEDD", in dem dieser sich nicht zu dem Antrag auf die Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit äußert; aufgrund der Tatsache, dass seine Stellungnahme, wenn nicht vorhanden, als günstig betrachtet wird;

In Erwägung der von den Gemeindebehörden von Andenne, Assesse, Beauraing, Couvin, Dinant, Gesves, La Bruyère, Momignies und Onhaye innerhalb der vorgeschriebenen Fristen übermittelten günstigen Stellungnahmen über den Antrag auf Befreiung von der Bewertung der Umweltverträglichkeit;

In der Erwägung, dass die Gemeindebehörden von Chimay, Ciney, Doische, Gedinne, Hamois, Hastière, Namur, Philippeville, Profondeville und Yvoir keine Stellungnahme innerhalb der vorgesehenen Frist abgegeben haben, dass deren Stellungnahmen demnach als günstig betrachtet werden;

In der Erwägung, dass die in dem abändernden Vorentwurf des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise angegebenen Abänderungen demzufolge von einer in den Artikeln D.52 bis D.61 des Buches I des Umweltgesetzbuches vorgesehenen Bewertung der Auswirkungen befreit werden können;

Aufgrund des in Anhang I erwähnten Berichts über den Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt den in Anhang I erwähnten Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise.

Art. 2 - Die Regierung beschließt, die in dem in Artikel 1 angeführten Vorentwurf angegebenen Abänderungen von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit aus den in Anhang I erwähnten Bericht angeführten Gründen zu befreien.

Art. 3 - Die Regierung beauftragt die "S.P.G.E.", den Entwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise innerhalb von dreißig Tagen der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen und ihn ihr anschließend zur Verabschiedung vorzulegen.

Art. 4 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Mai 2017

Der Ministerpräsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

**Anhang I — Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans
pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise**

Der Vorentwurf zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Maas stromaufwärts und der Oise besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten SpZeg mit den Karten, die jeder Abänderung beigefügt werden.

In diesem Bericht werden die Gründe angegeben, aus denen beschlossen wurde, die Abänderungen des Vorentwurfs von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16 in 5000 Namur, sowie auf der Webseite "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Assainissement", Unterrubrik "Plans d'assainissements (PASH)").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203553]

24 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise (bladen 1/52, 2/52, 3/52, 5/52, 6/52, 7/52, 8/52, 9/52, 10/52, 11/52, 12/52, 16/52, 17/52, 18/52, 19/52, 23/52, 24/52, 29/52, 30/52, 32/52, 34/52, 46/52, 49/52 et 50/52) en waarbij de voorgelegde wijzigingen niet aan een milieueffectbeoordeling onderworpen worden

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en op de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op de saneringsplannen per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise die op 29 juni 2006 zijn goedgekeurd door de Waalse Regering en die op 15 september 2006 in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt;

Gelet op de aanvragen tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise voorafgaand aan de inwerkingtreding op 1 januari 2017 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot wijziging van het Waterwetboek;

Overwegende dat de procedure voor de herziening van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise verdergezet dient te worden overeenkomstig de bepalingen van het Waterwetboek, voorafgaand aan de inwerkingtreding op 1 januari 2017 van het besluit van 1 december 2016 tot wijziging van het Waterwetboek;

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Overwegende dat de "S.P.G.E." alle aanvragen verzamelt die sinds de goedkeuring van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise in ontvangst zijn genomen, om overeenkomstig artikel R.288 van het Waterwetboek één enkel voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied op te stellen;

Overwegende dat de "S.P.G.E." vijftig geldige aanvragen van de erkende saneringsinstellingen en/of de gemeenten heeft ontvangen;

Overwegende dat de aanvragen betrekking hebben op elke verandering van saneringsstelsel en meer bepaald op :

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue Su-l'Try" te Sommière op het gemeentelijke gebied van Onhaye (wijziging nr. 07.01);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Maizeret op het gemeentelijke gebied van Andenne (wijziging nr. 07.02);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "Route de Floreffe" en het college van Burnot op het gemeentelijk gebied van Profondeville (wijziging nr. 07.03);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het gehucht Wartet te Marche-les-Dames op het gemeentelijke gebied van Namen en Andenne (wijziging nr. 07.04);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor de wijk Tienne Saint-Martin op het gemeentelijke gebied van Gesves (wijziging nr. 07.05);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor "La Marlagne" te Wépion op het gemeentelijke gebied van Namen (wijziging nr. 07.06);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor een gedeelte van het dorp "Petite Chapelle" op het gemeentelijke gebied van Couvin (wijziging nr. 07.07);

- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het einde van de "rue Saint-Martin" te Emines op het gemeentelijke gebied van La Bruyère (wijziging nr. 07.08);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor een gedeelte van de "rue Joseph Misson" te Lesve op het gemeentelijke gebied van Profondeville (wijziging nr. 07.09);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de woningen gelegen in het zuiden van de "rue du Pont Cajot" te Neffe op het gemeentelijke gebied van Dinant (wijziging nr. 07.10);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp Lompret op het gemeentelijke gebied van Chimay (wijziging nr. 07.11);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp Escaillière op het gemeentelijke gebied van Chimay (wijziging nr. 07.12);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp Seloignes op het gemeentelijke gebied van Momignies (wijziging nr. 07.13);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue Magimpré" te Florée op het gemeentelijke gebied van Assesse (wijziging nr. 07.14);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het grootste gedeelte van het dorp Sorinnes-la-Longue op het gemeentelijke gebied van Assesse (wijziging nr. 07.15);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue F.Bourgeois" te Suarlée op het gemeentelijke gebied van Namen (wijziging nr. 07.16);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue du Jauviat" te Evrehailles op het gemeentelijke gebied van Yvoir (wijziging nr. 07.17);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor Tricointe te Dorinne op het gemeentelijke gebied van Yvoir (wijziging nr. 07.18);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van Velaine te Jambes op het gemeentelijke gebied van Namen (wijziging nr. 07.19);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Malvoisin op het gemeentelijke gebied van Gedinne (wijziging nr. 07.20);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de wijk "Tienne d'Hubaille" op het gemeentelijke gebied van Dinant (wijziging nr. 07.21). Deze wijziging is ook te vinden in het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Lesse (wijziging nr. 06.20);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de plaats "Le Hameau" op het gemeentelijke gebied van Assesse (wijziging nr. 07.22);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de "rue de la Grotte", de "rue Moriamé" en de "rue des Trois Marronniers" te Suarlée op het gemeentelijke gebied van Namen (wijziging nr. 07.23);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "Clos de la Cense" te Erpent op het gemeentelijk gebied van Namen (wijziging nr. 07.24);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue de Moigna" te Erpent op het gemeentelijk gebied van Namen (wijziging nr. 07.25);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "Avenue des Vieux Murs" op het gemeentelijk gebied van Namen (wijziging nr. 07.27);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor een gedeelte van de "rue des Rochettes" te Naninne op het gemeentelijk gebied van Namen (wijziging nr. 07.28);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "Fonds de Lustin" op het gemeentelijk gebied van Profondeville (wijziging nr. 07.29);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "rue du Chêne" op het gemeentelijk gebied van Ciney (wijziging nr. 07.30);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Thysnes en naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp Grognau op het gemeentelijke gebied van Dinant (wijziging nr. 07.31);

- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Loyers op het gemeentelijke gebied van Dinant (wijziging nr. 07.32);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Awagne op het gemeentelijke gebied van Dinant (wijziging nr. 07.33);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor twee woningen op het gemeentelijke gebied van Hastière (wijziging nr. 07.34);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor verschillende woningen op het gemeentelijke gebied van Ciney en Yvoir (wijziging nr. 07.35);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Achène op het gemeentelijke gebied van Ciney (wijziging nr. 07.36);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Lesves op het gemeentelijke gebied van Profondeville (wijziging nr. 07.37);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Foy-Notre-Dame op het gemeentelijke gebied van Dinant (wijziging nr. 07.38);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor twee woningen op het gemeentelijke gebied van Ciney en Hamois (wijziging nr. 07.39);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de wijk Meez te Bouvignes op het gemeentelijke gebied van Dinant (wijziging nr. 07.40);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor een gedeelte van de "rue Covis" te Lustin op het gemeentelijk gebied van Profondeville (wijziging nr. 07.41);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel van de "rue Raurais" en de voormalige camping te Suarlée op het gemeentelijke gebied van Namen (wijziging nr. 07.42);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de "Fonds de Dave" op het gemeentelijk gebied van Namen (wijziging nr. 07.43);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Feschaux op het gemeentelijke gebied van Beauraing (wijziging nr. 07.44);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar de autonome en gemeenschappelijke saneringsstelsels voor het dorp Gochenée op het gemeentelijke gebied van Doische (wijziging nr. 07.45);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het dorp Vodelée op het gemeentelijke gebied van Doische (wijziging nr. 07.46);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor het dorp Goyet op het gemeentelijke gebied van Gesves (wijziging nr. 07.47);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor drie woningen op het gemeentelijke gebied van Yvoir (wijziging nr. 07.48);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor zeven woningen en het crematorium op het gemeentelijke gebied van Ciney (wijziging nr. 07.49);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de wijk "Petite Suisse" op het gemeentelijke gebied van Philippeville (wijziging nr. 07.50);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het noordelijke gedeelte van de industriezone van Lienne gelegen Avenue de Namur op het gemeentelijke gebied van Ciney (wijziging nr. 07.51);

Overwegende dat die aanvragen vergezeld gaan van een onderzoek dat door de betrokken erkende saneringsinrichting uitgevoerd is en dat een overzicht bevat van de bestaande leidingen, een raming van de dichtheid van de bebouwing en een analyse van de topografische toestand van het gebied om de aan te bevelen saneringswijze te objectiveren;

Overwegende dat de "S.P.G.E." een gunstig advies heeft uitgebracht over de twintig aanvragen die haar gericht zijn;

Overwegende dat de uitvoering van de periodieke wijzigingen ook de nodige aanpassingen van de plannen met zich meebrengt naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name inzake de uitvoering van de netwerken van collectoren en rioleringen binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied; dat die aanpassingen worden omschreven in het verslag bedoeld in bijlage I;

VRIJSTELLING VAN MILIEUEFFECTBEOORDELING

Gelet op de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise die door de "S.P.G.E." aan de Waalse Regering gericht is overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek;

Overwegende dat de analyse van de "S.P.G.E." besluit dat het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise het gebruik van kleine gebieden op plaatselijk niveau bepaalt en minder belangrijke wijzigingen inhoudt, met name ten opzichte van de bevolking en van de afvalwaterlozingen die het voorwerp zijn van het voorontwerp van wijziging zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende anderzijds dat de "S.P.G.E." acht dat dit voorontwerp wellicht geen aanzienlijke milieueffecten zal teweegbrengen; dat de aanvraag ervan gerechtvaardigd is ten opzichte van de in artikel D.54 van het Milieuwetboek bedoelde criteria op grond waarvan de vermoedelijke omvang van de effecten kan worden bepaald, zoals geanalyseerd in het verslag bedoeld in bijlage I;

Overwegende dat artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek bepaalt dat de Regering, indien ze beslist de vrijstelling toe te staan, het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied gelijktijdig goedkeurt en de redenen vermeldt waarom er beslist werd dat plan van een milieueffectbeoordeling vrij te stellen;

Overwegende dat de "CWEDD" en de betrokken gemeenten in die context en vóór de aanneming van het voorontwerp van saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise geraadpleegd moet worden over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling;

Gelet op het verzoek om advies over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling voor het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise dat op 18 januari 2017 overeenkomstig artikel D.53 van het Milieuwetboek aan de "CWEDD" en aan de betrokken gemeenten is gericht;

Gelet op artikel D.53 van het Milieuwetboek waarin bepaald wordt dat de adviezen binnen dertig dagen na de aanvraag van de Regering toegezonden moeten worden, hetzij uiterlijk 17 februari 2017; dat de adviezen na afloop van die termijn geacht worden gunstig te zijn;

Overwegende dat de "CWEDD" op 6 februari 2017 een schrijven heeft gezonden waarin hij geen stelling neemt over de aanvraag tot vrijstelling van milieueffectbeoordeling; dat zijn advies bij gebrek aan advies geacht wordt gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige adviezen over de aanvraag tot vrijstelling van de milieueffectbeoordeling, ingediend binnen de voorgeschreven termijnen door de gemeentelijke overheden van Andenne, Assesse, Beauraing, Couvin, Dinant, Gesves, La Bruyère, Momignies et Onhaye;

Overwegende dat de gemeentelijke overheden van Chimay, Ciney, Doische, Gedinne, Hamois, Hastière, Namur, Philippeville, Profondeville et Yvoir geen advies binnen de voorgeschreven termijn hebben uitgebracht, dat hun advies bijgevolg gunstig geacht wordt;

Overwegende dat een vrijstelling van de milieueffectbeoordeling bedoeld in de artikelen D. 52 tot D.61 van Boek I van het Milieuwetboek dan ook kan worden verleend voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Maas;

Gelet op het in bijlage I bedoelde verslag betreffende het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise, bedoeld in bijlage I, is door de Regering goedgekeurd.

Art. 2. De Regering beslist een vrijstelling van milieueffectbeoordeling te verlenen voor de wijzigingen vermeld in het voorontwerp bedoeld in artikel 1 om de redenen opgegeven in het verslag bedoeld in bijlage I.

Art. 3. De Regering belast de "S.P.G.E." ermee het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise binnen dertig dagen te onderwerpen aan de raadpleging van de bij het in aanmerking genomen onderstroomgebied betrokken gemeenten, van de betrokken houders van grondwaterwinningen en van de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst en het haar vervolgens ter goedkeuring voor te leggen.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Bijlage I. — Voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise

Het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Maas en van de Oise bestaat uit een verslag over de wijzigingen van bedoeld "PASH" en uit de kaarten i.v.m. elke wijziging.

Dit verslag vermeldt de redenen waarom beslist is om de wijzigingen van het voorontwerp vrij te stellen van een milieueffectbeoordeling. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name in termen van uitvoering van de verzamelaar- en rioleringsnetten binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de Gestion de l'Eau", avenue de Stassart 14-16, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek "Assainissement"; Onderrubriek "Plans d'assainissement (PASH)").